



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 20 au 24 juillet 2026

English summary

Southern Africa

- The IMF estimates AI could boost sub-Saharan Africa's GDP by 4% over the next decade
- Global hunger declined in 2025, but Africa remains the most food-insecure region
- Presidents Ramaphosa and Nandi-Ndaitwah signed seven agreements and MoUs at the fourth South Africa–Namibia Binational Commission (BNC) in Pretoria

South Africa

- Inflation rose to 5.0% in June, while the SARB kept its policy rate unchanged
- The World Bank approved a USD 1.5bn loan to support infrastructure reforms
- US tariffs on South African exports are set to increase under a new trade regime
- President Ramaphosa met French political leaders and executives from nine leading French companies during his three-day official visit to France
- Transnet launches a 25-year concession tender for Cape Town's liquid bulk terminal
- Transnet tightens procurement oversight to combat overpricing and unnecessary intermediaries

Angola

- Angola's external debt exceeded USD 50bn, while its debt profile continued to improve
- A Chinese consortium will invest USD 900m in the Barra do Dande port terminal

- The EU kept seven Angolan airlines on its safety blacklist while easing restrictions on TAAG
- Angola's Treasury resumed foreign exchange sales to boost market liquidity
- Luanda hosted a series of major international business and investment events
- Angola and Vietnam expanded economic cooperation in agriculture, mining and energy

Botswana

- Anglo American selects a consortium led by former De Beers CEO Gareth Penny as the preferred bidder for the sale of De Beers

Lesotho

- Lesotho removes part of the Polihali Dam contract from the Chinese-led SUN JV consortium after project delays

Malawi

- Malawi's widening trade deficit reflects falling tobacco export revenues
- The EU extended preferential market access for Malawi until 2036

Mozambique

- Cahora Bassa exceeded its first-half electricity generation target
- MSC launched a new shipping service to support northern Mozambique
- A Chinese consortium won the concession for the Dondo logistics terminal
- Galp launched international arbitration against Mozambique over a tax dispute

Namibia

- Namibia approved a 3.7% increase in wholesale electricity tariffs.

Zambia

- Zambia aims to secure a new IMF programme by the end of 2026
- Zambia commissions the second 100 MW phase of the Chisamba solar project, doubling its installed capacity

Zimbabwe

- Air Zimbabwe resumes direct Harare–London flights after 14 years

À LA UNE – Afrique du Sud

Au cours de sa visite officielle en France, le Président Ramaphosa rencontre neuf entreprises

La visite officielle du président Cyril Ramaphosa en France du 17 au 19 juillet a renforcé le partenariat stratégique franco-sud-africain.

Son programme comprenait notamment la coprésidence du Transforming Education Summit à l'UNESCO, un entretien bilatéral avec le président Emmanuel Macron à l'Élysée, un dîner d'Etat ainsi que sa participation aux commémorations du 110^e anniversaire de la bataille du bois Delville (Première Guerre mondiale) à Longueval. Lors de leur rencontre, les deux chefs d'État ont réaffirmé leur convergence de vues sur plusieurs enjeux internationaux, notamment le conflit au Moyen-Orient, la situation dans l'est de la RDC et la lutte contre Ebola. Ils ont également acté la création d'une Commission ministérielle mixte sur les relations internationales, qui réunira désormais annuellement les ministres des Affaires étrangères afin d'assurer un suivi structuré et régulier de l'ensemble de la relation bilatérale.

Au cours de cette visite, le président Ramaphosa a rencontré les dirigeants de neuf grands groupes français implantés en Afrique du Sud, Airbus Helicopters, Air Liquide, Alstom, bioMérieux, Canal+, EDF, RATP Dev, SUEZ et Veolia, afin d'échanger sur le renforcement des investissements, le développement des compétences, le transfert de technologies et l'accompagnement de la transition économique sud-africaine. Ces échanges ont souligné le rôle des entreprises françaises dans l'accompagnement des ambitions de développement du pays. À cette occasion, Cyril Ramaphosa a rappelé que 30 entreprises françaises s'étaient engagées à investir près de 20,7 Mds ZAR (1,11 Md EUR) dans le pays lors de la dernière édition de la South African Investment Conference (SAIC), confirmant la confiance des acteurs économiques français dans les perspectives de croissance du pays.

Sommaire :

Afrique australe

- Le FMI estime que l'IA pourrait accroître le PIB régional de 4 % d'ici 2036
- La faim recule dans le monde, mais l'Afrique demeure la région la plus touchée
- Tenue de la quatrième Commission binationale Afrique du Sud–Namibie

Afrique du Sud

- L'inflation accélère en juin, tandis que la SARB maintient son taux directeur
- La Banque mondiale accorde un prêt de 1,5 Md USD pour soutenir les réformes des infrastructures
- Les droits de douane américains sur les exportations sud-africaines devraient augmenter
- Transnet lance un appel d'offres pour la concession et la modernisation d'un terminal portuaire
- La CEO de Transnet renforce la lutte contre les surfacturations et les intermédiaires

Angola

- La dette extérieure angolaise dépasse 50 Md USD
- Un investissement chinois de 900 MUSD pour un terminal portuaire à Barra do Dande
- L'UE maintient sept compagnies aériennes angolaises sur sa liste noire
- Le Trésor angolais fait son retour sur le marché des changes
- Luanda accueille une semaine de grands rendez-vous économiques internationaux
- L'Angola et le Vietnam renforcent leur partenariat économique

Botswana

- Anglo American retient un consortium mené par l'ancien PDG de De Beers pour le rachat du groupe

Lesotho

- Le Lesotho retire une partie du contrat du barrage de Polihali au consortium SUN JV

Malawi

- Le déficit commercial se creuse au premier trimestre 2026
- L'Union européenne prolonge son régime commercial préférentiel jusqu'en 2036

Mozambique

- Cahora Bassa dépasse ses objectifs de production au premier semestre
- MSC lance une navette maritime vers le nord du Mozambique
- Un consortium chinois obtient la concession du terminal logistique de Dondo
- Galp engage un arbitrage international contre l'État mozambicain

Namibie

- Le régulateur approuve une hausse limitée des tarifs de l'électricité

Zambie

- La Zambie vise un nouvel accord avec le FMI d'ici fin 2026
- Mise en service de la deuxième phase (100 MW) du complexe solaire de Chisamba réalisé par PowerChina

Zimbabwe

- Air Zimbabwe relance la liaison aérienne directe Harare–Londres

Afrique Australe

Le FMI estime que l'IA pourrait accroître le PIB de l'Afrique subsaharienne de 4 % à l'horizon 2036 si les conditions d'adoption sont réunies

Selon une analyse publiée le 21 juillet par le FMI, l'intelligence artificielle (IA) pourrait accroître le PIB de l'Afrique subsaharienne d'environ 4 % au cours de la prochaine décennie, contre seulement 0,2 % en l'absence de réformes, soulignant que les gains potentiels dépendront essentiellement des investissements dans les infrastructures numériques, l'électricité, les compétences et les cadres réglementaires. Le FMI estime que l'IA pourrait constituer un levier de productivité majeur pour la région, en particulier dans l'agriculture, les petites entreprises, l'éducation, la santé et les administrations publiques, où elle pourrait améliorer les rendements agricoles, soutenir l'apprentissage, renforcer les services de santé et accroître la mobilisation des recettes fiscales. L'Afrique subsaharienne affiche toutefois l'un des niveaux de préparation et d'adoption de l'IA les plus faibles au monde.

Le rapport souligne que près de la moitié de la population de la région ne dispose toujours pas d'un accès fiable à l'électricité et que seuls 38 % des Africains utilisaient internet en 2024, contre 68 % au niveau mondial. Pour le FMI, l'amélioration de l'accès à l'électricité, le déploiement des infrastructures de télécommunications et le développement des compétences numériques constituent des prérequis indispensables à une adoption à grande échelle de l'IA. L'institution plaide

également pour des cadres de gouvernance renforçant la confiance (protection des données, cybersécurité, concurrence) ainsi qu'une coopération régionale afin de mutualiser les infrastructures, les normes et les marchés. Les auteurs soulignent enfin que l'enjeu principal pour l'Afrique n'est pas de développer les modèles d'IA les plus avancés, mais d'être capable de les adopter, de les adapter et de les diffuser rapidement afin d'éviter un creusement supplémentaire de l'écart de productivité avec les économies avancées.

La faim mondiale recule en 2025, mais l'Afrique demeure la région la plus vulnérable

La faim dans le monde a reculé pour la troisième année consécutive en 2025, selon un rapport publié le 21 juillet par cinq agences des Nations unies. Environ 645 millions de personnes, soit 7,8 % de la population mondiale, étaient touchées par la sous-alimentation, contre 8,1 % en 2024 et 8,6 % en 2022. Cette amélioration reflète principalement les progrès enregistrés en Asie, notamment en Inde, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'Afrique affiche également une légère amélioration, mais reste le continent le plus affecté avec 309 millions de personnes confrontées à la faim, soit près d'un Africain sur cinq. Plusieurs pays, dont l'Éthiopie, la Tanzanie, le Zimbabwe, le Sénégal et la Zambie, ont néanmoins enregistré des avancées.

Les Nations unies soulignent que cette tendance positive reste fragile face aux risques liés au changement climatique, aux tensions géopolitiques et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Un éventuel épisode El Niño ainsi que les tensions

affectant les routes commerciales pourraient notamment entraîner une hausse des coûts de l'énergie, des engrais et du transport, pesant sur les prix alimentaires. En Afrique, l'accès à une alimentation nutritive demeure particulièrement difficile : 66,1 % de la population ne peut pas se permettre un régime alimentaire sain, en raison notamment des insuffisances d'infrastructures de transport, de stockage et des obstacles au commerce régional.

Tenue de la quatrième Commission binationale Afrique du Sud-Namibie

À l'occasion de la quatrième Commission binationale (BNC), tenue à Pretoria le 17 juillet, une session présidentielle a réuni le président Cyril Ramaphosa et la présidente namibienne Netumbo Nandi-Ndaitwah, au cours de laquelle sept accords et protocoles d'entente ont été signés. Les jours précédents, les ministres des Affaires étrangères, puis le Conseil des ministres, s'étaient réunis afin de préparer et de valider les recommandations soumises aux chefs d'État.

Les sept accords et protocoles d'entente portent sur plusieurs domaines de coopération : l'emploi et le travail, la formation des agents publics, les services aériens, la coopération juridique, les services correctionnels, l'égalité de genre et la coopération entre les chambres de commerce des deux pays. Ce dernier accord prévoit notamment la création du Namibia-South Africa Business Council, afin de renforcer les échanges et les liens entre les secteurs privés sud-africain et namibien.

La session présidentielle a été suivie par le South Africa-Namibia Business Forum, qui s'est tenu à Midrand (Johannesburg) en présence des deux chefs d'État. La présidente Nandi-Ndaitwah y a appelé à orienter les investissements vers des activités à plus forte valeur ajoutée, fondées sur l'industrialisation, la transformation locale des ressources naturelles et le développement de chaînes de valeur régionales. Elle a notamment mis en avant les opportunités liées aux découvertes d'hydrocarbures dans le bassin de l'Orange, aux minerais critiques et aux projets d'hydrogène vert.

Cette intervention prolonge les orientations économiques retenues lors de la BNC, qui a notamment mis l'accent sur le renforcement du corridor Trans-Kalahari et de la coopération énergétique. En encourageant les entreprises des deux pays à investir de part et d'autre de la frontière, la présidente entend faire de la complémentarité entre les économies sud-africaine et namibienne un levier d'industrialisation régionale, de création d'emplois et de montée en gamme des exportations.

Afrique du Sud

L'inflation accélère à 5,0 % en juin, mais la SARB maintient son taux directeur à 7 % (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation a accéléré à 5,0 % en glissement annuel en juin 2026, contre 4,5 % en mai, tandis que l'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 0,7 % en glissement mensuel. Cette hausse est principalement imputable à

l'augmentation des prix dans les secteurs des transports (+12,7 % en glissement annuel, contribuant à hauteur de 1,7 point de pourcentage à l'inflation globale), du logement et des services publics (+5,5 %, soit +1,3 point) ainsi que des services financiers et d'assurance (+5,9 %, soit +0,6 point). Cette accélération de l'inflation, supérieure aux anticipations du consensus des économistes (+4,7 %), s'explique en grande partie par la forte hausse des prix des carburants, consécutive aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, notamment au conflit entre l'Iran et Israël, qui a entraîné une remontée des cours du pétrole. [Malgré ces pressions inflationnistes, la South African Reserve Bank \(SARB\) a décidé le 23 juillet de maintenir son taux directeur à 7 %, alors que les observateurs anticipaient plutôt une hausse de 25 points de base.](#) Le comité de politique monétaire a voté à 4 voix contre 2 en faveur du *statu quo*, estimant que l'amélioration des perspectives d'inflation et la faiblesse de la reprise économique justifiaient un maintien des conditions monétaires. La SARB prévoit désormais une inflation moyenne de 4,0 % en 2026 (contre 4,4 % auparavant) et a relevé sa prévision de croissance à 1,4 % (contre 1,2 %), tout en soulignant les risques liés à une éventuelle hausse durable des prix de l'énergie et de l'alimentation.

La Banque mondiale accorde un prêt de 1,5 Md USD pour accélérer les réformes des infrastructures

[La Banque mondiale a approuvé le 20 juillet un prêt de 1,5 Md USD en faveur de l'Afrique du Sud afin d'accélérer les réformes dans les secteurs de l'électricité, du transport, de l'eau et de l'assainissement.](#) Le financement,

octroyé *via* la BIRD, devrait soutenir près de 600 000 emplois d'ici 2032 et contribuer à relancer la croissance. Cette opération, la quatrième depuis 2022, s'inscrit dans le cadre de *l'Operation Vulindlela*, initiative du gouvernement visant à lever les contraintes structurelles qui freinent l'économie. Elle soutiendra notamment la création d'un marché concurrentiel de l'électricité, l'ouverture du rail aux opérateurs privés, le développement des infrastructures de transmission et la réforme de la gouvernance du secteur de l'eau. Après une décennie de croissance inférieure à 1 % par an, marquée par les coupures d'électricité et les faiblesses logistiques, le gouvernement vise une croissance supérieure à 3 % à moyen terme grâce à l'accélération des réformes structurelles.

Les droits de douane américains devraient augmenter à 12,5 % après la fin du régime temporaire

[Le taux de droits de douane appliqué par les États-Unis aux exportations sud-africaines devrait passer de 10 % à 12,5 % à partir du 24 juillet, la surtaxe temporaire prévue par la Section 122 du Trade Act de 1974 devant être remplacée par un nouveau dispositif fondé sur la Section 301.](#) L'impact macroéconomique de cette hausse devrait rester limité, les principales exportations minières sud-africaines demeurant exemptées de droits de douane. Le taux effectif moyen des droits de douane américains serait ainsi estimé à environ 3 %, mais certains secteurs, notamment l'automobile, l'acier, l'aluminium et les produits métalliques, pourraient être davantage affectés en raison de la persistance de droits sectoriels spécifiques.

L'incertitude demeure toutefois concernant l'accès de l'Afrique du Sud à l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) au-delà de décembre 2026. En cas de perte d'éligibilité, les produits actuellement exemptés de droits pourraient être soumis aux tarifs de droit commun, avec une hausse estimée de 1 à 3 points de pourcentage en moyenne. Les négociations commerciales entre Pretoria et Washington restent néanmoins actives, avec l'objectif d'obtenir des exemptions tarifaires supplémentaires. Si le changement de régime tarifaire aura un impact limité à court terme sur le rand et les marchés sud-africains, une réduction de l'incertitude entourant la politique commerciale américaine pourrait toutefois soutenir les perspectives à plus long terme.

Transnet lance un appel d'offre pour la concession et mise à niveau d'un terminal portuaire à Cape Town

La Transnet National Ports Authority (TNPA) a lancé un appel d'offres (RFP) pour l'attribution d'une concession de 25 ans pour le terminal de vrac liquide (notamment hydrocarbures) de Cape Town. L'opérateur privé sélectionné sera chargé d'assurer la réhabilitation, la modernisation, l'entretien et l'exploitation des installations, qui comprennent notamment huit réservoirs d'une capacité totale de 44 430 m³.

Plus tôt ce mois-ci, TNPA avait également indiqué que d'autres RFP seraient prochainement publiés pour la concession du terminal multi-usage (MPT) ainsi qu'une infrastructure flottante pour l'extension du site de réparation de navire. Aucune annonce

n'a cependant été faite concernant le terminal de conteneurs.

Pour rappel, le port du Cap figure notamment parmi les moins performants au monde en matière d'efficacité des terminaux à conteneurs : il a été classé 391e sur 403 ports dans le Container Port Performance Index (CPPI) 2025. La concession du terminal de vrac liquide s'inscrit ainsi dans les efforts de Transnet pour mobiliser des investissements privés et améliorer les performances de ses infrastructures portuaires.

La CEO de Transnet dénonce le recours aux intermédiaires et les surfacturations imposées à Transnet

Lors d'une conférence consacrée aux enjeux de la chaîne logistique au Cap (SAPICS 2026), la directrice générale de Transnet Michelle Philipps a détaillé les mesures mises en œuvre pour assainir la gouvernance de l'entreprise publique.

Elle a annoncé le déploiement d'un système de prix de référence destiné à empêcher les achats à des tarifs supérieurs aux prix du marché, tout en indiquant que sept entreprises avaient récemment été exclues des marchés de Transnet et que plusieurs employés avaient été licenciés pour leur implication dans des pratiques de collusion et de surfacturation. Elle a par ailleurs dénoncé le recours à des intermédiaires, estimant que Transnet devait privilégier les achats directs auprès des fabricants afin de réduire les coûts et de soutenir le développement de l'industrie manufacturière locale.

Ces annonces s'inscrivent dans la stratégie de redressement engagée par Transnet. En renforçant la transparence

de ses procédures d'achat et en durcissant les contrôles internes, l'entreprise cherche également à restaurer sa crédibilité auprès des investisseurs privés et des bailleurs internationaux, appelés à jouer un rôle croissant dans la modernisation des infrastructures ferroviaires et portuaires sud-africaines. En mai dernier, l'Agence française de développement (AFD) a signé un prêt de 300 M EUR pour financer les investissements de Transnet dans sa stratégie de décarbonation.

Prasa juge les propositions de relance

des 40 lignes prioritaires et le nombre annuel de voyageurs est passé de 10 millions en 2020/21 à plus de 100 millions en 2025/26. En parallèle, le gouvernement poursuit la réforme structurelle du secteur ferroviaire, avec l'ouverture progressive du réseau aux opérateurs privés et un objectif de 250 Mt de fret transportées par rail d'ici 2030. La viabilité économique des services voyageurs longue distance demeure toutefois conditionnée à l'amélioration des infrastructures ferroviaires appartenant à Transnet et à la capacité de mobiliser de nouveaux financements publics et privés.

Angola

Angola : la dette extérieure franchit le cap des 50 Md USD, mais le profil de la dette s'améliore légèrement

Un bilan du Plan annuel d'endettement à mi-parcours a été présenté cette semaine par le directeur général de l'Unité de gestion de la dette publique, qui a souligné la caractéristique à plus long-terme de la dette, évolution qui selon lui améliore la position de négociation

de l'Angola et contribue à réduire les taux d'intérêt. Les secteurs des transports et de l'énergie continuent d'absorber la plus grande partie des ressources publiques. La dette extérieure de l'Angola a atteint 50,91 Md USD à la fin du premier semestre 2026, contre 21,14 Md USD pour la dette intérieure. L'augmentation de la dette s'explique principalement par le retour de l'Angola sur les marchés internationaux, deux Eurobonds ayant été émis pour près de 4 Md USD (2,5 Md en mars et 1,5 Md en mai), accompagnées d'un rachat anticipé de 1,2 Md USD d'obligations afin d'alléger les échéances de 2028-2029. L'endettement net du semestre a légèrement dépassé (+5,2 %) le plafond fixé par le Plan annuel d'endettement, un écart que les autorités estiment pouvoir compenser grâce aux remboursements projetés sur le second semestre. Si le gouvernement souligne une amélioration du profil de la dette grâce à un allongement des maturités et à des conditions de refinancement plus favorables, il reconnaît que le poids du service de la dette, l'exposition au risque de change et la volatilité des marchés financiers continuent de contraindre les marges budgétaires du pays. Le volume de dette adossée au pétrole poursuit néanmoins son recul, passant de 7,37 Md USD fin 2025 à 6,83 Md USD à fin juin 2026, confirmant la volonté affichée des autorités de réduire la dépendance du pays aux financements garantis par les recettes pétrolières.

Chine-Angola : un investissement privé de 900 MUSD dans une infrastructure portuaire

Au même titre que le Kenya et le Maroc récemment, l'Angola est rattrapé par la

nouvelle vagues d'investissements de la Chine en Afrique, davantage fondée sur les investissements directs que sur les prêts souverains. La société *Huatong Angola Industry* (filiale de Hebei Huatong Wires & Cables), en partenariat avec *Berkshire Waterhouse Infrastructure Development* (partenaire financier), prévoit d'investir 900 MUSD dans la construction et l'exploitation, pendant 25 ans, d'un terminal portuaire à Barra do Dande (province de Bengo).

Ce projet, qui a fait l'objet d'un accord signé le 20 juillet entre Huatong, Berkshire Waterhouse et l'entreprise publique angolaise Barra do Dande Development Company, devrait générer plus de 10 Md USD de volume d'affaires et environ 21 000 emplois, renforcer les capacités logistiques du pays et accélérer sa diversification économique. Il illustre le repositionnement de Pékin en Afrique, où les investissements privés prennent progressivement le relais des grands prêts publics.

Bruxelles maintient sept compagnies aériennes angolaises sur sa liste noire, mais ouvre davantage son ciel à la TAAG

La Commission européenne a maintenu sept des neuf compagnies aériennes angolaises sur sa « liste noire » des transporteurs interdits d'accès à l'espace aérien de l'UE, invoquant des insuffisances persistantes en matière de supervision de la sécurité aérienne. Seules TAAG et Heli Malongo échappent à l'interdiction totale. Pour sa part, la compagnie nationale TAAG enregistre une avancée importante : elle est désormais autorisée à exploiter ses nouveaux Boeing 787-9 Dreamliner sur la liaison Luanda-Lisbonne, en

complément de ses Boeing 777-300ER. Cette décision de l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA) marque une reconnaissance des progrès réalisés par la compagnie angolaise en matière de sécurité et de maintenance.

Le Trésor angolais fait son retour sur le marché des changes

Le Trésor national angolais a mis à disposition environ 1,41 Md USD sur le marché des changes au cours du premier semestre 2026, y jouant ainsi un rôle actif après en avoir été largement absent pendant de longues périodes les années précédentes. Ce montant se rapproche (77%) du total vendu par ce canal sur toute l'année 2025 (1,82 Md USD). Au total, les banques commerciales ont acquis 6,68 Md USD auprès de l'ensemble des fournisseurs de devises entre janvier et juin, soit plus de la moitié du volume total échangé durant toute l'année 2025 (12 Md USD). Le secteur pétrolier demeure le principal fournisseur au système bancaire avec près de 2,49 Md USD, malgré un recul de ses recettes lié à une production de brut restée modérée, malgré la hausse du prix du baril. L'offre de devises du secteur du diamant se maintient à un bon niveau (680 MUSD sur le semestre, contre 1 273 MUSD sur l'année 2025) malgré la baisse des prix des diamants naturels. Ce regain d'activité s'inscrit dans la politique de la Banque nationale d'Angola (BNA) visant à renforcer la transparence, la concurrence, et la liquidité sur le marché des changes. Parmi les mesures adoptées dans ce sens par la BNA figure l'obligation (entrée en vigueur en 2023) aux entreprises pétrolières et diamantifères de ne plus négocier directement leurs

devises avec les grandes banques, et de répartir leurs ventes via la plateforme électronique Bloomberg FXGO.

Luanda, capitale dynamique - Semaine de sommets et de grands rendez-vous internationaux

Luanda apparaît comme une plateforme diplomatique et économique grandissante, en accueillant encore cette semaine trois événements internationaux. Parmi eux figurent la 3ème African Blue Economy Week (22-25 juillet) consacrée au développement durable des ressources maritimes du continent africain, ainsi que l'Angola Extractive Investment Summit (AEIS 2026) dédié à la promotion des investissements dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines. La capitale accueille au même moment le Sommet mondial sur l'égalité des genres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Durant toute cette semaine se tient aussi la Foire Internationale de Luanda (FILDA) qui rassemble entreprises et investisseurs de très nombreux pays. Cette concentration d'événements illustre les ambitions de Luanda de renforcer sa place de carrefour régional pour les affaires, l'investissement et la coopération internationale.

Angola-Vietnam : renforcement des relations économiques bilatérales, de l'agriculture aux hydrocarbures.

La visite officielle du président vietnamien en Angola en août 2025 a marqué le passage d'une relation historiquement politique et diplomatique à une relation davantage orientée vers les investissements, les chaînes de valeur agricoles, la coopération industrielle, les infrastructures, le numérique et les

échanges commerciaux, avec l'ambition de construire un partenariat économique plus structuré et plus équilibré à moyen terme. Les deux pays avaient alors signé sept accords dans les domaines de la justice, de l'agriculture, de la défense, des médias et de l'énergie, dont un plan d'action agricole 2025-2030, et un protocole de coopération pétrolière et gazière.

Cette dynamique s'est récemment accélérée, avec la visite en juin dernier au Vietnam du ministre angolais de l'Agriculture, Isaac Francisco dos Anjos, afin de bénéficier de l'expertise du pays dans les cultures du riz et du café, et dans le domaine des produits de la pêche. En juillet, le groupe vietnamien Xuan Thien a confirmé son intérêt pour des projets de prospection minière et agricoles dans plusieurs provinces angolaises, en particulier sur la culture et la transformation du café, avec des retombées attendues pour environ 50 000 familles. Déjà présent dans le Cuanza-Sul avec un projet de plantation de manioc, le groupe s'est également vu attribuer en avril le bloc pétrolier KON 9, une première pour une entreprise privée vietnamienne dans les hydrocarbures en Afrique.

Botswana

Le consortium dirigé par l'ancien PDG de De Beers a été retenu par Anglo American comme soumissionnaire privilégié pour le rachat du groupe

[Anglo American choisit le Global Diamond Consortium comme candidat privilégié pour le rachat de De Beers.](#)

Pour rappel, Anglo American avait annoncé en 2025 son intention de se séparer de De Beers, producteur

mondial de diamants dont il détient 85 %, dans le cadre d'un recentrage de son portefeuille sur le cuivre, le minerai de fer et les engrais agricoles. Cette décision intervient alors que le marché mondial du diamant traverse un ralentissement prolongé, marqué notamment par la progression des diamants synthétiques et le recul de la demande chinoise.

Le groupe a désormais sélectionné le Global Diamond Consortium (GDC), dirigé par l'ancien PDG de De Beers Gareth Penny, comme soumissionnaire privilégié parmi trois offres reçues pour le rachat du groupe. Le consortium envisagerait également la participation de l'Angola et de la Namibie.

Le Botswana, qui détient 15 % de De Beers et 50 % de la coentreprise Debswana, n'est pas membre du consortium mais est en discussion avec celui-ci. Le gouvernement botswanais pourrait soit s'associer au soumissionnaire privilégié, soit exercer son droit de préemption, lui permettant d'acquérir De Beers en priorité, seul ou avec un tiers.

Lesotho

Incapable de délivrer, le principal contractant chinois du barrage de Polihali perd plusieurs marchés

La Lesotho Highlands Development Authority (LHDA) a décidé de réduire le périmètre du contrat confié au consortium SUN JV pour la construction du barrage de Polihali, après qu'un panel international d'experts a estimé que le groupement ne disposait pas des capacités suffisantes pour achever l'ensemble des travaux dans les délais prévus.

Le barrage de Polihali est la pièce maîtresse de la deuxième phase du Lesotho Highlands Water Project (LHWP), destiné à accroître les volumes d'eau transférés vers l'Afrique du Sud et les revenus du Lesotho issus des royalties hydrauliques. Le consortium SUN JV, composé de Sinohydro Bureau 14 (Chine), Unik Civil Engineering (Afrique du Sud) et Nthane Brothers (Lesotho), avait obtenu le contrat en 2023 pour un chantier prévu sur cinq ans.

Toutefois, le projet a accumulé des retards liés notamment aux difficultés de mobilisation des équipements, à la dépendance aux machines importées de Chine et à des problèmes d'exécution. La LHDA a donc décidé de retirer plusieurs lots de travaux à SUN JV afin de les attribuer à d'autres contractants, notamment la tour de prise d'eau, certains ouvrages de sortie, des travaux en béton et des installations électriques.

Les experts estiment que cette réorganisation, malgré un risque d'augmentation des coûts, devrait permettre de sécuriser le calendrier du projet et de réduire les risques de nouveaux retards.

Malawi

Le déficit commercial se creuse au T1 2026, tandis que la baisse des recettes de tabac pèse sur les perspectives extérieures

Le déficit commercial du Malawi s'est fortement creusé au premier trimestre 2026, les exportations ayant atteint seulement 173,3 M USD, contre 961,3 M USD d'importations, soit un déficit de 788 M USD. Le pays a ainsi

dépensé environ 5,5 USD en importations pour chaque dollar généré par ses exportations, accentuant la pression sur ses réserves de change.

La situation devrait rester difficile au deuxième trimestre, alors que les revenus tirés du tabac, principale source de devises du pays, enregistrent une forte baisse. Entre avril et juillet 2026, les ventes de tabac ont généré 350,6 Md MWK (environ 202,2 M USD), contre 553,9 Md MWK sur la même période en 2025, soit une perte de 203,3 Md MWK (environ 117,3 M USD). Cette contraction des recettes d'exportation fragilise davantage la position extérieure du Malawi et pourrait peser sur les revenus des producteurs, dans un contexte marqué par de fortes contraintes en devises et une situation économique déjà vulnérable.

L'Union européenne prolonge son régime commercial préférentiel jusqu'en 2036

L'Union européenne a prolongé de dix ans son Système de préférences généralisées (SPG), permettant au Malawi et à 45 autres pays en développement de continuer à bénéficier d'un accès préférentiel au marché européen jusqu'en 2036. Le dispositif « Everything But Arms (EBA) », qui accorde une exemption de droits de douane et de quotas pour les pays les moins avancés, entrera en vigueur le 1er janvier 2027 dans le cadre de la nouvelle réglementation. Le Malawi est un utilisateur croissant du régime, une hausse de 19 % de l'utilisation des préférences commerciales ayant été enregistrée entre 2022 et 2024, accompagnée d'une progression de 13 % de ses exportations vers l'UE. Les

principaux produits concernés sont les vêtements, chaussures, poissons et produits chimiques. En 2024, les exportations malawites vers l'Union européenne ont atteint 260 M EUR, principalement composées de produits agricoles, dont le tabac en représente la majeure partie. Malgré un taux d'utilisation des préférences supérieur à 99 %, les autorités soulignent que des contraintes structurelles persistent, notamment les barrières non tarifaires, les règles d'origine et les difficultés du secteur manufacturier à répondre aux exigences des marchés internationaux.

Mozambique

HCB renforce sa production et dépasse ses objectifs au premier semestre 2026

De janvier à juin 2026, la production d'électricité du barrage Hydroélectrique de Cahora Bassa (HCB) s'est élevée à 6 399,03 GWh, soit une hausse de 13 % par rapport à la même période de 2025 et un niveau supérieur d'environ 10 % aux objectifs fixés pour le semestre. Cette performance s'explique par des conditions hydrologiques plus favorables dans le bassin du Zambèze, en particulier dans le bassin versant de Cahora Bassa, qui ont permis de relever le niveau de stockage utile du réservoir, passé d'un minimum historique de 20 % en 2025 à 56 % en 2026. Selon les résultats financiers provisoires, les recettes de la HCB ont atteint environ 263 MUSD au cours du premier semestre, et net supérieur à 115 MUSD.

MSC lance un service de navette vers le nord du Mozambique

MSC a lancé le service *Afungi Shuttle*, reliant Afungi, au Mozambique, grâce à

des connexions maritimes dédiées depuis les ports de Nacala et de Maputo. Développé pour accompagner la montée en puissance de l'activité économique dans le nord du Mozambique, ce service facilitera le transport de matériaux de construction, de machines, d'équipements industriels, de pièces de rechange ainsi que d'autres marchandises nécessaires au développement du projet de GNL d'Afungi.

Attribution de la concession du terminal logistique de Dondo à un consortium chinois

La décision a été approuvée lors du Conseil des ministres du 21 juillet 2026. La concession a été attribuée au consortium chinois composé des sociétés Union Portlink Capital et Zhongmei Union, selon un modèle de conception, construction, exploitation, gestion, maintenance et transfert (CCEGMT), pour une durée de 25 ans. L'investissement chinois est estimé à environ 117 MUSD. Ce projet revêt une importance particulière en raison du niveau des investissements prévus, des recettes publiques attendues, estimées à près de 600 MUSD par an, ainsi que du rôle stratégique que jouera le nouveau terminal dans le désengorgement du port de Beira. Sa capacité de traitement est estimée à 2 millions de tonnes par an (Mt/an), avec un potentiel d'extension à l'avenir. La mise en service du terminal est prévue dans un délai d'environ douze mois.

GALP engage une procédure d'arbitrage international contre l'État du Mozambique

La demande d'arbitrage introduite par Galp Energia SGPS, Galp Energia

Portugal Holdings B.V. et Galp East Africa B.V. contre la République du Mozambique a été enregistrée le 26 juin sous le numéro ARB/26/31 auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI/ICSID). Le différend porte sur l'impôt sur les plus-values appliqué à la cession par Galp de sa participation de 10 % dans la Zone 4 du bassin du Rovuma, opérée par TotalEnergies, à la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis, ADNOC, pour un montant de 881 millions USD. L'Autorité fiscale du Mozambique réclame 175,9 millions USD au titre de cet impôt. Galp conteste cette demande, estimant qu'elle est dépourvue de fondement juridique. Selon la société, la plus-value effectivement imposable s'élève à 26 millions d'euros seulement. D'après Galp, la majeure partie du produit de la transaction ne constitue pas une plus-value imposable, mais correspond au remboursement des investissements réalisés ainsi qu'aux prêts accumulés au fil des années dans le cadre du développement du projet.

Namibie

L'Union européenne déploiera une mission d'observation pour les élections générales d'août

L'Union européenne a annoncé le déploiement d'une mission d'observation électorale en Zambie afin d'évaluer la conformité du scrutin du 13 août 2026 avec les normes démocratiques nationales et internationales. Il s'agira de la sixième mission d'observation de l'UE dans le pays depuis 2001. La mission sera dirigée par l'eurodéputé Michael McNamara, nommé observateur en

chef par la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Kaja Kallas. Une équipe centrale de 11 experts électoraux doit arriver fin juin, suivie de 32 observateurs de long terme déployés à travers le pays et de 32 observateurs supplémentaires à l'approche du scrutin. Les élections, qui porteront sur la présidence, le Parlement et les collectivités locales, se dérouleront dans un contexte marqué par les pressions économiques, la hausse du coût de la vie et une compétition politique accrue. Le président sortant Hakainde Hichilema, candidat à un second mandat, représentera le parti au pouvoir, le *United Party for National Development* (UPND).

Le régulateur approuve une hausse de 3,7 % du tarif de gros de l'électricité

L'*Electricity Control Board* (ECB) a approuvé une augmentation de 3,7 % du tarif de gros de l'électricité pour l'exercice 2026/2027, portant le tarif moyen facturé par NamPower de 2,06 à 2,14 NAD par kWh à compter du 1er août 2026. Cette hausse reste inférieure à la demande initiale de NamPower, qui sollicitait une augmentation de 8,4 %. Selon l'ECB, l'ajustement approuvé permettra à l'électricien public de maintenir une situation financière soutenable, et des niveaux de rentabilité, de liquidité et de capacité de remboursement de la dette adéquats. Le régulateur a toutefois appelé NamPower à améliorer son efficacité opérationnelle, le recouvrement des créances clients et la gestion de ses investissements. La hausse finale a également été réduite grâce à une enveloppe de soutien public de 90 M NAD, issue du *Long Run Marginal Cost Fund* et du *National*

Energy Fund. L'ECB estime que cette augmentation ne devrait pas alimenter les pressions inflationnistes, le nouveau tarif progressant moins rapidement que l'inflation actuelle, estimée à 4,4 %. Les tarifs sociaux destinés aux ménages vulnérables resteront inchangés.

Zambie

Le gouvernement vise un nouvel accord avec le FMI d'ici fin 2026

La Zambie ambitionne de conclure un nouveau programme avec le FMI avant la fin de l'année 2026, selon le ministre des Finances Situmbeko Musokotwane. Cette démarche intervient après la fin, en janvier dernier, du précédent programme de soutien de 1,7 Md USD, qui avait accompagné le processus de restructuration de la dette du pays après son défaut souverain. Le gouvernement souhaite désormais dépasser la seule stabilisation budgétaire pour relancer l'investissement et la croissance, notamment dans les secteurs des mines, de l'énergie et de l'agriculture. Le ministre a indiqué qu'une nouvelle émission d'euro-obligations serait prématurée, la priorité étant de consolider la relation avec le FMI et de restaurer la confiance des investisseurs. Les perspectives économiques restent soutenues par la hausse attendue de la demande mondiale de cuivre et par de nouveaux investissements miniers, mais demeurent exposées aux risques liés aux prix de l'énergie, aux tensions géopolitiques et aux conditions climatiques. Le FMI prévoit une croissance de 4,3 % en 2026, contre une prévision gouvernementale de 6,4 %.

Lancement de la phase 2 du projet solaire de Chisamba (100 MW) réalisé par Power China

À Chisamba, le président zambien Hakainde Hichilema a inauguré la deuxième phase du complexe solaire, qui ajoute 100 MW de capacité photovoltaïque au réseau national et porte la puissance totale installée du site à 200 MW. Réalisé par l'entreprise chinoise PowerChina pour un coût de 70 millions USD, le projet a été développé en environ sept mois et a permis la création de plus de 1 400 emplois locaux.

Cette extension s'inscrit dans la continuité de la première phase du projet, mise en service en juin 2025. Construite également par PowerChina, cette première tranche alimentait principalement le groupe minier First Quantum Minerals en électricité, permettant de libérer une partie de la capacité du réseau national pour les consommateurs zambiens et de réduire la dépendance du pays aux importations d'électricité en provenance d'Afrique du Sud et du Mozambique.

Cette mise en service illustre la stratégie de diversification du mix énergétique engagée par les autorités zambiennes afin de réduire la dépendance historique du pays à l'hydroélectricité, qui représente encore environ 85 % de la production électrique nationale. Les sécheresses de 2024 et 2025 ont en effet fortement affecté la production hydroélectrique, entraînant d'importants délestages et mettant en évidence la vulnérabilité du système électrique national. Dans ce contexte, le gouvernement accélère les investissements dans le solaire et les

infrastructures électriques afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement, répondre à la croissance de la demande et soutenir le développement du secteur minier.

Zimbabwe

Lancement d'une liaison aérienne Harare-Londres par Air Zimbabwe

Air Zimbabwe a relancé sa liaison directe Harare-Londres, abandonnée depuis 14 ans, avec une demande initiale jugée encourageante par les autorités. Avant même le premier vol commercial, prévu le 22 juillet, la compagnie nationale avait enregistré 1 479 réservations passagers et plus de 30 tonnes de fret confirmées.

Cette reprise constitue le premier grand test commercial du Mutapa Investment Fund depuis le transfert de l'actionnariat et la gouvernance d'Air Zimbabwe à ce fonds souverain, chargé de restructurer et de recapitaliser certaines entreprises publiques stratégiques du pays. Le gouvernement espère ainsi repositionner la compagnie comme un acteur clé du développement économique, notamment en facilitant les échanges avec le Royaume-Uni, où réside une importante diaspora zimbabwéenne.

La nouvelle liaison sera opérée avec un Airbus A330-300 de 302 sièges, dont 30 en classe affaires, ciblant à la fois les voyageurs d'affaires, les touristes et la diaspora zimbabwéenne. Les autorités misent également sur le potentiel du transport de fret, notamment pour améliorer l'accès des exportateurs de produits horticoles, pharmaceutiques et autres biens à forte valeur ajoutée aux marchés européens.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr, iloe.caillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr, iloe.caillard@dgtresor.gouv.fr